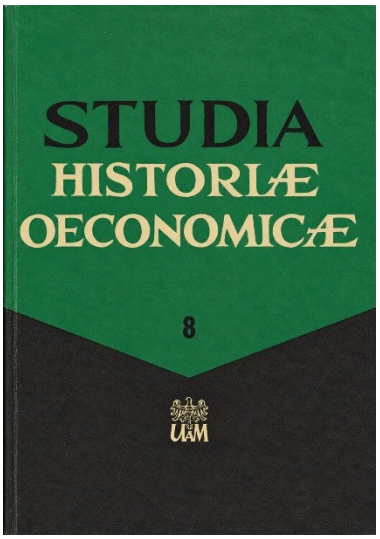


Mańkowski, Z. (1973) 'L'action nazie d'expulsions et de colonisation dans la région de Zamość (modèle ou improvisation)', *Studia Historiae Oeconomicae*, 8, pp. 167–186.

https://doi.org/10.14746/sho.1973.08.1.009

Text of article:
https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/article/view/57700

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition "Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries". The project entitled "Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University". The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.









STUDIA HISTORIAE OECONOMICAE
UAM Vol. 8 — 1973 Poznań 1973

Zygmunt Mańkowski (Lublin)

L'ACTION NAZIE D'EXPULSIONS ET DE COLONISATION DANS LA RÉGION DE ZAMOŚĆ (MODÈLE OU IMPROVISATION)

L'action d'expulsions dans la région de Zamość commença en novembre 1942 et dura jusqu'en août 1943. Elle frappa en somme 293 villages, d'où on chassa plus de 100 000 paysans polonais [1], en établissant à leur place quelques dizaines de mille de colons allemands.

Dans l'histoire des actions nazies de déplacements sur les territoires occupés de l'Europe cette action — bien qu'embrassant un terrain et un nombre de personnes relativement restreints — prend une place spéciale et bien distinguée. Quelques facteurs y jouent leur rôle.

1° Elle eut lieu sur les territores d'est de l'État polonais, considérablement éloignés des domaines „essentiellement allemands" d'après les nazis eux-mêmes (qui se sont écartés ici du principe de développer une colonisation allemande „aussi compacte que possible"). Elle marqua donc une nouvelle étape dans la réalisation des plans à longue portée de l'impérialisme allemand, c.-à-d. de la germanisation des Slaves „jusqu'à l'Oural". La région de Zamość devait sans doute y jouer le rôle de polygone d'essai. Le „bastion" (Bollwerk) ainsi créé devait servir à vérifier les nouvelles méthodes d'expulsion et de colonisation, et en même temps devenir le point d'expansion dans toutes les directions: ouest, nord, sud, et est.

2° Pendant cette action (pour la première fois à un tel degré) les expulsions furent accompagnées de l'extermination, du génocide: on tuait les gens dans les exécutions en masse, dans les camps de concentration, de transition et d'extermination, on „pacifiait", on brûlait les villages,

[1] Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia w planach hitlerowskich. Studia* (Le „General Gouvernement" dans les plans hitlériens. Etudes). Warszawa 1961, p. 113; par contre, selon Z. Klukowski, *Zbrodnie niemieckie w Zamojszczyźnie* (Les crimes commis par les Allemands dans le district de Zamość), Warszawa 1947, p. 12 — cette activité avait embrassé 297 villages.

on emportait en masse les enfants, on les tuait ou les germanisait. Cette action avait donc pour but non seulement le dégagement du terrain, mais encore l'extermination de la population autochtone, sur une échelle jusqu'alors inconnue.

3° La résistance — spontanée et organisée — de la population, que cette action avait provoquée, fut aussi sans précédent. La population frappée des expulsions non seulement refusait de s'y soumettre, s'enfuyait en masse, mais encore intentait les actions à main armée, de caractère défensif autant qu'offensif et de revanche.

4° Cette action provoqua de vives controverses au sein des autorités du IIIe Reich et du GG.

5° Pour des raisons diverses elle aboutit, encore pendant la guerre, à un échec, et n'apporta pas de résultats attendus.

Toutes ces raisons justifient une étude approfondie de ce problème, dont la portée dépasse la région de Zamość, constituant une partie essentielle de l'histoire de l'expansionnisme allemand pendant la IIe guerre mondiale.

* *
*

Encore avant le déclenchement de la IIe guerre mondiale le IIIe Reich avait les plans d'une pleine germanisation des domaines slaves. Ces plans continuaient les conceptions millénaires du „Drang nach Osten". Après la conquête des territoires polonais en 1939 ils furent sans retard mis en exécution. On divisa les territoires conquis en deux parties. Les terrains occidentaux furent incorporés dans le Reich; on intenta là-bas l'action de déportations en masse des Polonais, de leur germanisation partielle et d'établissement d'un grand nombre de colons allemands. Cette action embrassa millions de personnes. De la deuxième partie de la Pologne fut formé le Generalgouvernement (GG), dont le statut était différent. En 1939 le gouverneur général Hans Frank, suivant les ordres de Hitler, le déclara „demeure provisoire des Polonais" et „colonie de la nation allemande" [2]. Durant la guerre Hans Frank et son état-major voulaient exploiter le plus possible les terrains occupés, assurer la sûreté et la paix et stabiliser provisoirement les rapports dans cette région. Cette

[2] Archiwum Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce, Dziennik Hansa Franka (Les Archives de la Commission Générale pour l'Etude des Crimes allemands commis en Pologne (plus loin en abrégé: AGKBZH), le Journal de Hans Frank). Compte-rendu, T. 2, c. 13 et 91 - 92; comparez: Okupacja i ruch oporu w dzienniku Hansa Franka 1939 - 1945 (L'Occupation et le Mouvement de la Résistance dans le Journal de Hans Frank, 1939 - 1945). Warszawa 1960, T. 1, p. 89 et 170.

étape ne devait être que transitoire. „Que la guerre finisse d'abord" déclara Frank. „Des millions d'Allemands arriveront alors et trouveront ici leur nouvelle patrie" [3]. Pressé par les stimulations et les indications générales, Frank forma plus tard les plans „d'élimination progressive de l'elément polonais" et de dégagement de „l'espace vital pour les Allemands" encore avant la fin de la guerre. La déportation en masse des Polonais dans le Reich pour les travaux forcés (ce qui devait diminuer leur natalité) [4], ainsi que le plan de changement de la structure agraire (Bodenordnung) devaient servir à ce but. La „Bodenordnung" fut élaborée en 1940 par Carl Kuchenbäcker. Il prévoyait l'expropriation par étapes du paysan polonais. On devait confisquer ca. 700 000 petites fermes (2 - 10 ha) par an, et en former ensuite ca. 500 grands domaines (150 - 300 ha) destinés pour les Allemands ou „Volksdeutsche". Cette expropriation devait frapper avant tout les fermes avec „un sol fertile et un climat favorable". En octobre 1941 le chef du département d'alimentation et d'agriculture dans le Généralgouvernement, Naumann, annonça la réalisation décidée de ce plan; et le Landesbauernführer Helmut Körner, le présentant à Frank, proposa pour son début déjà l'automne 1942 [5]. Hans Frank approuva ces conceptions; cependant, rencontrant des difficultés dans la réalisation de ses buts économiques et craignant une réaction de la part des Polonais, il était enclin à ajourner toute l'action jusqu'après des victoires décisives remportées sur le front militaire. Pour le moment il se bornait aux déclarations comme celles-ci: „Le Generalgouvernement doit devenir un pays aussi allemand que la Rhénanie" [6] ou encore: „Là où aujourd'hui habitent 12 millions de Polonais doivent habiter 4 - 5 millions d'Allemands" [7]. Les centres de la disposition se trouvaient pourtant hors de sa portée. Ces problèmes dépendaient du Reichsführer Himmler, et Frank, voulant se subordonner sur le territoire du GG le département dirigé par lui, se heurtait à des difficultés insurmontables. Le problème de la germanisation du GG devint donc dès le début la cause de vives controverses dans les cercles dirigeants du III[e] Reich. Même les plus proches collaborateurs de Frank soutenaient contre lui la thèse, que la germanisation „à l'Est" (donc aussi dans le GG) devait être intentée d'une

---

[3] AGKBZH, Dziennik H. Franka, l'année 1942, T. III, c. 163.

[4] AGKBZH, Actes du Procès de Bühler, T. 6, 661 PS cit. d'après Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia*..., p. 38.

[5] Le texte de ce projet a été publié dans *Najnowsze Dzieje Polski 1939 - 1945* (L'Histoire récente de la Pologne 1939 - 1945), T. II, 1958; voir aussi: Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia*..., p. 68 - 77.

[6] AGKBZH, Dziennik H. Franka, Diariusz (Carnet de Notes Journalières), T. 10, 1941, c. 167 - 8; comparez: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 332.

[7] Ibidem.

façon décidée encore pendant la guerre, et réalisée sur une grande échelle.

Toutes les conceptions concernant ce problème furent généralisées dans le plan dit „plan général Est" (Generalplan Ost) élaboré par les plus éminents spécialistes et hommes de confiance de Himmler. Son principe général fut, comme on sait, l'extermination des Slaves et la germanisation de l'Est de l'Europe [8]. Himmler inspirait lui-même les auteurs de ce plan, en les exhortant à ne pas se borner aux généralités, mais préparer aussi des plans détaillés et précipiter leur réalisation. En s'adressant le 12 juin 1942 à Greifelt, chef du Bureau Général du Commissaire pour le renforcement de l'élément allemand, Himmler attira son attention sur la nécessité de posséder un large plan de colonisation non seulement pour „Gdańsk, la Prusse Orientale, le pays de la Warta et de la Haute Silésie, la Prusse du Sud-Est, la Bohémie et la Moravie, l'Alzace et la Lorraine, la Haute Carynthie et la Styrie du Sud", mais aussi „pour tout le GG", dont la germanisation doit être achevée dans 20 ans. „Le projet actuel" écrit-il, „prévoyant seulement la création des points de résistance dans le GG et dans tout l'Ostland, ne répond pas à mes plans et souhaits" [9].

Deux mois plus tard Himmler devaint encore plus insistant. Le 17 août 1942 il annonça la germanisation de l'Ukraine et la colonisation des terrains situés le long des lignes de communication: Cracovie-Léopol-Żytomierz-Kiev, Leningrad-Mohylev-Kiev-Żytomierz-Winnica-Odessa [10]. L'action d'expulsion et de colonisation sur ces terrains devait s'accompagner de l'extermination en masse.

Ces plans et ces tendances furent dans une certaine mesure devancés par Odilo Globocnik, chef des SS, de la police et de la NSDAP dans le district de Lublin. Déjà au début de 1941, sans consulter le „gouvernement du GG", il créa le projet de localiser les premières „îles" de colons à l'Est justement dans son district. (Hauptsturmführer Hoffman, représentant du Bureau Général pour les Affaires de Race et de Colonisation, lors de sa visitation à Lublin constata nettement ce fait) [11]. Au

---

[8] „Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte", 1960, cahier 1; le texte du Mémoire avait été publié dans „Polish Western Affairs" par les soins de Cz. Madajczyk, 1962, cahier 1.

[9] Les Archives de l'Institut Militaire d'Histoire de Varsovie, German Records microfilmed at Alexandria, T-175, r. 146. Le même in: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 577.

[10] Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia*..., p. 131.

[11] Z. Mańkowski, *Strategiczne znaczenie Lubelszczyzny a polityka represyjna okupanta* (L'importance stratégique du district de Lublin et la politique de répression de l'occupant allemand). In: Zeszyty Majdanka, T. IV, 1969, p. 9 - 17.

printemps 1941 Globocnik avança la proposition d'effectuer, à titre d'essai, les premières expulsions „de dégagement" sur les terrains destinés aux postes des SS et de la police. Il nourissait cependant des projets beaucoup plus larges, de portée décisive. Le chef du Bureau Général pour les Affaires de Race et de Colonisation en fut officiellement informé par Helmut Müller, chef de la police de sûreté dans le district de Lublin. „Globocnik — rapportait celui-ci — chef des SS et depuis peu général-major de la police, envisage en principe l'état politique actuel du GG comme provisoire. Il demeure dans une vive opposition contre le gouverneur du district, camarade de parti Zörner. P. ex. il croit indispensable l'évacuation progressive des Juifs et des Polonais de tout le GG, pour les raisons de sûreté des terrains de l'est, etc. Il a beaucoup de plans, bons et à longue portée, que seulement son pouvoir restreint à son poste actuel l'empêche de réaliser; pour toutes les actions il a besoin de l'appui des autorités et des services civils, qui ne le lui prêteront qu'à la base des lois et des dispositions officielles". Dans la suite de sa lettre Müller rapportait que Globocnik organisait le „Bureau de Planification et de Recherches du GG' qui devait préparer „la base scientifique et technique" pour ses desseins. Hanelt, „membre des maisons militaires des SS", s'en occupa. Il fit venir du Reich les étudiants et diplômés (d'architecture, de sylviculture, d'agriculture); tout en préparant leur thèse de doctorat ils devaient travailler à l'élaboration détaillée de ce plan. „Le Brigadeführer — poursuit Müller — se propose, en commençant par une partie, d'établir les Allemands dans tout le district de Lublin, et à part cela (c'est un idéal de l'avenir!) de faire de ce district un pont entre les pays baltiques et la Transylvanie, habités par les Allemands. De cette façon il veut „encercler" la population polonaise de l'ouest (entre le pays de la Warta et Lublin — annotation du traducteur) et la briser par étapes, économiquement et biologiquement. L'expansion de l'ouest vers l'est, dirigée du pays de la Warta, doit s'accompagner de l'expansion de l'est vers l'ouest, dirigée du district de Lublin, et en même temps de celle vers le nord et le sud. C'est un but très lointain, mais bon dans son intention. À la passivité des institutions gouvernementales, engourdies dans la bureaucratie, on opposera une politique active de colonisation nationale, avec un but fixé loin" [12]. Müller soulignait aussi que Himmler avait déjà visité le terrain désigné pour l'action, qu'il ordonna de reconstruire Zamość et de réaliser la colonisation. Müller lui-même prépara le plan de déplacer,

[12] AGKBZH, Proces J. Sporrenberga, dowody rzeczowe (Le Procès de J. Sporrenberg, Preuves matérielles) cote 963/z, T. 2, doc. no 783. Comparez: Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich (Bulletin de la Commission Générale pour l'Étude des Crimes allemands en Pologne, T. XIII, 1960, p. 13 - 16.

à titre d'essai, la population de 7 villages situés aux environs de Zamość, et d'y établir les Allemands du district de Radom, „examinés au point de vue de race". Himmler en effet visita Zamość le 17 juillet 1941. Pendant son inspection à Lublin le 20 juillet de la même année il ordonna de créer à Majdanek, faubourg de Lublin, un camp de concentration pour 20 - 25 mille prisonniers, ainsi que sa succursale (la liaison de ce camp avec l'action de Zamość est donc hors de doute), et de bâtir un quartier spécial pour les membres des SS et de la police. Le point 11 de cette ordonnance annonce: „L'action de recherche du sang allemand sera étendue sur tout le GG, et à côté des colonies allemandes près de Zamość on formera un grand terrain de colonisation. Dans le but de donner à ces terrains, le plus vite possible, un caractère purement allemand, il faut sur-le-champ former les domaines et commencer la culture du sol" [13]. À le même époque on „offrit" Zamość à Himmler en le nommant „Himmlerstadt", ce qu'il approuva. Un peu plus tôt Himmler nomma Globocnik „fondé de pouvoir pour l'organisation des postes des SS et de la police dans les nouveaux territoires d'est" [14]. Globocnik révéla ses plans pendant la session de la NSDAP à Zamość le 15 juin 1941, en annonçant que la région de Lublin deviendrait un „terrain purement allemand de colonisation". Un communiqué sur ce fait fut publié dans la „Krakauer Zeitung" le 15 juillet 1941.

Conformément à ces annonciations, le 6 novembre 1941 Globocnik et Müller (sans consulter les autorités du district) effectuèrent, à titre d'essai, l'expulsion de la population de 7 villages situés près de Zamość. Cette action frappa en somme 2098 paysans polonais; après une retention provisoire dans les casernes de Zamość on les déplaça dans les villages au bord du Bug, en établissant à leur place quelques centaines de familles (1500 personnes environ) des Volksdeutsche du district de Radom [15].

L'initiative de Himmler et de Globocnik trouva l'appui de Hitler. Le 18 novembre 1941 Hans Frank, après une visite chez lui, fut contraint — en dépit de ses principes tactiques — de déclarer officiellement: „Aujourd'hui le GG fut reconnu par le Führer comme partie intégrale du Reich Allemand... Ce territoire fut incorporé dans le Reich" [16]. (Ajou-

---

[13] AGKBZH, Proces Norymberski (Le Procès de Nuremberg), No 4, T. 11, cote No 3031, p. 148 - 150. Le texte polonais dans: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 422 - 24.

[14] AGKBZH, Les papiers personnels de O. Globocnik, T. III, cote 968 z. Voir aussi: J. Marszałek, *Geneza i początki budowy obozu koncentracyjnego na Majdanku* (La Genèse et les débuts d'installation du camp de concentration à Majdanek). Zeszyty Majdanka, T. I, 1965, p. 20 - 22.

[15] Z. Klukowski, op. cit., p. 8.

[16] AGKBZH, Dziennik H. Franka, diariusz, T. 13, c. 1033.

tons que, vu les événements ultérieurs, cette déclaration resta sans conséquences). Frank fut aussi obligé d'approuver le plan de l'action d'expulsion et de colonisation, se bornant à des modifications prudentes quant aux dates. „Le problème de nationalités dans le GG — déclara-t-il le 11 mars 1942 à une session du gouvernement du GG — doit être considéré du point de vue de la destination de ce terrain à la recolonisation allemande (deutsche Wiederbesiedlung). Cela veut dire que notre but — *indépendamment du temps que nous prévoyons pour sa réalisation* (souligné par Z. M.) — doit être le dégagement, pour la colonisation allemande, du pays de la Vistule, Galicie y comprise" [17].

En été 1942 les plans de Himmler et de Globocnik reçurent inopinément encore une autre impulsion. Le 5 juillet de la même année Greifelt informa Hitler que — vu l'action de souscrire les „listes allemandes" par certains Polonais, auxquels par conséquent on laissait leurs propriétés — ca. 10 000 Allemands de la Bessarabie et de la Bucovine, déstinés à coloniser les terrains polonais d'ouest incorporés dans le Reich, restaient toujours dans leurs demeures précédentes; il proposa donc de les établir dans la région de Lublin [18]. Cette proposition fut acceptée par Himmler. Conformément à ses ordres le chef de la IV[e] section (Gestapo) du Département Général du Bureau de Sûreté Publique dans le Reich, H. Müller, proclama le 31 octobre 1942 une instruction détaillée sur „l'évacuation des Polonais du district de Lublin (Zamość)" afin de dégager le terrain destiné à l'établissement des Volksdeutsche [19]. Le 12 novembre Himmler lui-même ordonna de „former le premier terrain de la colonisation allemande dans le GG, dans la région de Zamość". La première phrase de ce décret constate: „L'arrondissement de Zamość est reconnu comme le premier terrain de la colonisation allemande dans le GG..." [20]

Ces décisions essentielles — encore une fois — ont été prises sans consultation avec Frank et Zörner; ceux-ci, à cause de la guerre à l'est, craignaient toujours les mauvais effets d'une telle action pour l'état général de la sûreté et de l'économie du GG. Frank jusqu'en août 1942 faisait des efforts pour la faire ajourner [21]. Le chef des SS et de la police du GG, interrogé par lui à la session du gouvernement le 25 janvier 1943, justifiait le choix du temps de l'action par l'impossibilité de retenir

---

[17] AGKBZH, Dziennik H. Franka, procès verbal, T. 24, c. 7; comparez: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 438.

[18] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., B-8, p. 215 - 216. Texte polonais in: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 579 - 580.

[19] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., B-8, p. 225.

[20] Ibidem, p. 245 - 248; comparez: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 597 - 98.

[21] La chose avait lieu pendant la réunion du 4. août consacrée aux „problèmes spéciaux du district de Lublin". Vide: Okupacja i ruch oporu..., T. I, p. 498 - 508.

les Volksdeutsche „encore un hiver" dans un camp de transition [22]. Dans la polémique qui s'engagea alors les différents arguments furent employés. Himmler invoquait les ordres de Hitler concernant „la lutte contre les bandes" [23]; M. Greifelt — la nécessité d'expulser les Polonais „qui — par manque de bonne volonté ou par l'incapacité — cultivent mal leurs champs ou bien les négligent" [24]; Globocnik rappelait la prétendue „tradition" de la colonisation allemande dans la région de Zamość — argument répété aussi par la „Warschauer Zeitung" qui expliquait ce choix par une grande quantité de sang allemand retrouvé sur ce terrain [25]. On se référait ici à l'ancienne colonisation des XVII et XX siècles. Les membres de la famille des Zamoyski, propriétaires d'un grand complexe de domaines (majorat), avaient en effet fait venir un certain nombre de colons allemands, qui cependant se sont pour la plupart complètement polonisés. Ajoutons aussi qu'en 1940 les Nazis déplacèrent la plupart des familles d'anciens colons sur les terres polonaises d'ouest [26]. On parlait aussi de la bonne qualité du sol, qui devrait se trouver dans les mains allemandes. Le 27 novembre 1942 l'action dans la région de Zamość fut commencée et atteignit vite des dimensions terribles.

*
* *

L'action de colonisation embrassa le terrain de quatre arrondissements sud-est (Zamość, Tomaszów Lubelski, Hrubieszów, Biłgoraj) du district de Lublin. Ce district, du point de vue économique, fut reconnu par Frank comme „colonne vertébrale" de l'économie agraire dans le GG; il rapportait en effet au Reich une grande quantité de produits agricoles. Ajoutons aussi qu'on le considérait „le pilier du III[e] Reich à l'Est". Cependant — chose paradoxale — vers la fin de 1939 Hitler lançait les projets d'en faire une „réserve" pour les Juifs européens (il commença même la réalisation de ce plan!) [27].

---

[22] AGKBZH, Actes du procès de Bühler, B-8, p. 215 - 216.

[23] Ibidem, p. 245.

[24] Ibidem, p. 215.

[25] Le mythe du „sang germanique" a été détruit par W. Śladkowski, *Kolonizacja niemiecka w południowo-wschodniej części Królestwa Polskiego 1815 - 1915* (La Colonisation allemande dans la partie sud-est du Royaume Polonais de 1815 à 1915). Lublin 1969.

[26] J. Sobczak, *Hitlerowskie przesiedlenia ludności niemieckiej w dobie II wojny światowej* (Les transferts de la population allemande par les autorités hitlériennes au cours de la II[e] guerre mondiale). Poznań 1966.

[27] A. Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłady Żydów* (La Politique hitlérienne de l'extermination des Juifs). Warszawa 1961, p. 162 - 82; Z. Mańkowski, *Lubel-*

La région de Zamość avait le caractère essentiellement agricole. Les sols pour la plupart étaient fertiles, à l'exception de l'arrondissement de Biłgoraj, où les terrains forestiers et sablonneux dominaient. Le niveau de l'urbanisation et de l'industrialisation était bas, la densité de la population — relativement grande. Les quatres arrondissements cités ci-dessus étaient habités (dans 696 villages) par ca. 500 000 personnes, dont 66% de Polonais, 24% d'Ukrainiens (ce qui était pris en considération par les Nazis) et 10% de Juifs (leur liquidation entrait en 1942 dans sa phase finale) [28]. Les villages étaient construits assez primitivement, et le niveau de la culture agricole cédait à celui des régions occidentales du pays. Un élément à part constituait l'existence d'un grand complexe de propriétés foncières (majorat des Zamoyski); on voulait dans l'avenir les partager parmi les Nazis de mérite. En tout cas, la localisation de l'action sur ce terrain ne s'explique pas uniquement par des causes économiques. Dans ce choix jouaient leur rôle plutôt les critères géographiques et stratégiques, et peut-être aussi les influences personnelles de Globocnik, dont l'intention fut toujours d'établir les premiers colons allemands dans le GG sur le terrain de son district.

Les organisateurs de cette action avaient en la commençant un plan détaillé du point de vue de chronologie, de géographie et d'organisation intérieure. Le centre dispositif et coordonnant était le 4-e département du Bureau Central de Sûreté du Reich (et particulièrement la section IV B 4) dirigé par Adolf Eichmann et Günter. Là on élaborait, entre autres, les principes généraux du traitement de la population polonaise expulsée de la région de Zamość. De ce département dépendait la Centrale de Déplacements à Łódź (Umwandererzentralstelle Litzmannstadt, dirigée par Hermann Krumey), à laquelle étaient subordonnées la section de Lublin et sa succursale à Zamość (Zweigstelle Zamość). À l'action devait collaborer aussi la Société Allemande de Déplacements (Deutsche Umsiedlungstreuhand G.m.b.H.) et autres institutions, p.ex. le directeur des Affaires de la Santé Publique du Reich.

Toute l'action devait être dirigée par le commandant en chef des SS et de la police du GG, Gruppenführer Krüger, et ses subordonnés, en premier lieu le chef des SS et de la police pour le district de Lublin, Globocnik [29].

Le plan général élaboré dans ces institutions prévoyait l'expulsion

---

szczyzna w latach II wojny światowej (Le District de Lublin durant la IIe guerre mondiale). In: Rocznik Lubelski, T. XII. 1969, p. 10 - 48.

[28] Z. Klukowski, op. cit., p. 6 - 7.

[29] Biuletyn Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich, T. XIII, 1960, p. 7; Voir aussi: L'Ordonnance de Himmler du 12. XI. 1942, p. 7, in: AGKBZH, Actes du procès de Bühler ..., T. 8, p. 245 - 48.

avant la fin du 1942 (plus tard on parlait de l'été 1943), de la région de Zamość et des terrains près de Léopol et de Radom destinés pour les polygones, de 140 000 Polonais; sur leur place on devait établir 27 000 Volksdeutsche (dans ce nombre 17 000 Slovènes et Lorrains, 10 000 Allemands de la Bessarabie et Bucovine, et un certain nombre de „Deutschstämmige" de la région de Zamość) [30].

Cz. Madajczyk remarque que „dans la région de Zamość les Nazis avaient l'intention d'établir, à côté des Volksdeutsche, aussi des groupes indésirables d'habitants de la Lorraine, de l'Alzace, du Luxembourg, des Slovènes de la Haute Carynthie annexée et de la Styrie du Sud — et même des Norvégiens" [31]. On voluait donc créer des conditions favorables pour leur assimilation. Entre autres, pour briser les „communautés anciennes", les colons des différents pays ne devaient pas être établis en masse, mais dispersés dans différents villages. Les craintes des Nazis n'étaient pas sans fondement. À la session du gouvernement du GG le 25. I. 1943 le gouverneur Zörner fit remarquer que les „Slovènes venus dans la région de Zamość passent pour un des tribus les plus hostiles aux Allemands. On peut craindre, ajouta-t-il, qu'ils ne se joignent aux Polonais". Krüger ne négligea pas cet avertissement et annonça une enquête „sur l'attitude des Slovènes envers la nation allemande" [32]. L'évacuation de Zamość devait s'accomplir vers la moitié de janvier. Le même mois on devait déplacer les Ukrainiens à l'arrondissement de Hrubieszów.

Le plan des expulsions prévoyait les activités suivantes: les unités de la Schutzpolizei, de la gendarmerie et des forces auxiliaires devaient encercler les villages désignés, rassembler la population sur la place et procéder à la première sélection. Après la revision des documents on éliminerait les personnes soumises à d'autres ordonances (p.ex. les Ukrainiens). Les expulsés pouvaient emporter un bagage ne dépassant pas 30 kg (vivres pour 8 jours, vêtements chauds, vaisselle etc.) et 20 zlotys par

---

[30] Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia*..., p. 129 et 133. D'ailleurs, les plans de colonisation subissaient certaines modifications. Ainsi, le 4 août 1942, durant une réunion spéciale du gouvernement du GG, fut présenté le Projet de Krüger qui préconisait l'installation, dans la région de Zamość, du nombre suivant de Volksdeutsche:
Allemands venus de la Bosnie — 1200 fermes, de Bessarabie — 1000 fermes, de Serbie — 200 fermes, de Leningrad — 2000 fermes, des pays baltes — 4000 fermes, de Volynie — 500 fermes, des Flandres, du Danemark et de la Hollande — 200 fermes. Au total 10 000 fermes pour 50 à 60 mille personnes. Vide: Okupacja i ruch oporu... T. I, p. 505.

[31] Cz. Madajczyk, *Polityka III Rzeszy w okupowanej Polsce* (La Politique du IIIe Reich dans la Pologne occupée). T. I, p. 325 - 26.

[32] AGKBZH, Dziennik H. Franka, Procès verbal, T. 33, c. 47 - 105.

tête. Leurs biens et domiciles devaient être préservés et sur-le-champ mis sous les sceaux. Toute l'évacuation ne devait durer qu'une heure. On conseillait de „ne pas employer les moyens de force" mais on autorisait les fonctionnaires à „se servir des armes à feu" et à traiter les expulsés „avec une rigueur justifiée par les conditions".

La population retenue devait ensuite être divisée en groupes suivants: les groupes I et II — personnes „aux traits nordiques" — devaient être dirigés à un camp de transition spécial à Łódź, et de là (après un examen antropologique et de race) au Reich, en vue de germanisation. Ces groupes, d'après les prévisions, devaient embrasser ca. 5% d'expulsés, c.-à-d. 7 000 personnes environ.

Le groupe III devait embrasser les personnes capables de travailler physiquement dans le Reich ou à l'Est (74% du total des expulsés).

Au groupe IV devaient être comptées les personnes destinées aux camps de concentration (21%, c.-à-d. ca. 29 000 personnes). Des familles destinées aux groupes III et IV on devait éliminer les enfants de 6 mois à 14 ans et les personnes âgées au-dessus de 60 ans. Les enfants, séparés de leurs parents, subissaient une seconde sélection: une partie (aux traits nordiques) était destinée à la germanisation, une autre aux camps spéciaux (Kindererziehunglager), et le reste — avec les vieillards, les malades et les infirmes — aux ainsi dits „Rentendörfer". Tous les prêtres devaient être absolument envoyés aux camps de concentration. Les familles dirigées aux „villages de rente" devaient y recevoir un logement et „un morceau de terre" (à peu près 1/2 ha) [33].

Les villages, après l'expulsion des Polonais, devaient être soigneusement repris et mis en ordre. Une troupe spéciale devait préserver toute la propriété, rassembler le bétail, brûler ou détruire les bâtiments trop délabrés, construire de nouvelles maisons (de 2 à 4 pièces) et d'autres bâtiments de ferme. En général, on prévoyait la reconstruction détaillée de tout le terrain, la séparation exacte des forêts et des champs, la nouvelle formation des terres labourables, la construction des villes et villages allemands et la mise en ordre des rapports de propriété. Dans la première étape des préparations on reprit les écoles et on commença d'aménager 5 000 domiciles (Herdstellen) pour les chefs-paysans allemands (Führungsbauer) et leurs aides. L'élaboration des principes théoriques et du plan de cette action était pénétrée de l'idée exprimée par la „Krakauer Zeitung", écrivant le 24 octobre 1942, que le GG constituait un terrain d'expérimentation sur lequel le Reich débuta dans la colonisation de l'Est.

---

[33] La dépêche envoyée par Krumey à l'Office Central de la Sécurité du IIIe Reich, le 11. X. 1942. D'après le Biuletyn GKBZH, T. II, 1947, p. 103.

On préparait aussi les moyens de transport. Entre autres, pendant l'action chaque semaine devaient partir de Zamość 5 trains (à 1 000 personnes chacun), 2 pour Berlin et 3 pour Oświęcim (Auschwitz). D'autres trains devaient être préparés pour les colons [34].

Malgré les grands efforts, l'action ne fut pas bien préparée au point de vue d'organisation et s'effectua dans les conditions d'une improvisation poussée assez loin. La coordination des activités des différentes institutions faisait défaut; on ne parvint pas à fournir assez de moyens de transport ni à préparer les villages pour les colons. Cependant, on s'efforça de donner à l'action un grand essor. Du 28 novembre jusqu'à la fin de décembre 1942, malgré les dures conditions climatiques et les défauts d'organisation, l'action embrassa 60 villages, habités au total par 33 832 personnes; les forces de police n'en retinrent pourtant que 9771, car le reste, c.-à-d. deux tiers, s'enfuirent des terrains menacés et se cachèrent soit dans les forêts, soit dans les villages voisins. (Sur leur place on établit ca. 4 000 Allemands). Les personnes retenues furent divisées comme suit: 314 furent qualifiées à la germanisation, 1751 dirigées aux travaux dans le Reich, 1436 — aux villages de rente, 1594 — à Oświęcim; 1838 enfants, séparés de leurs parents, furent envoyés à Oświęcim, au camp de concentration pour enfants à Łódź, ou bien dans le centre du GG. Ces enfants, dépourvus des soins, retenus dans les baraques non chauffées ou transportés pendant l'hiver dans les trains de marchandise, pour la plupart périrent. Un certain nombre, déporté dans le camp d'Oświęcim, fut tué par les injections du phénol [35].

Pendant l'action avaient lieu des crimes en masse. Les personnes qui — à cause de l'âge, de l'infirmité ou de la maladie — ne pouvaient pas se rendre aux points de rassemblement, étaient en principe tuées. Pour terroriser la population ou pour punir leur résistance on faisait dans plusieurs villages des exécutions publiques et des pacifications.

Le plus grand crime fut commis dans le village de Kitów. Le 11 décembre 1942, 165 personnes y furent cruellement tuées, et le village brûlé [36]. Cette première étape de l'action démontra nettement que la population polonaise, sans égard aux conséquences, ne voulait pas s'y soumettre passivement. Sa résistance s'exprimait surtout par les fuites en

---

[34] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., T. 9, c. 7.

[35] Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia...*, p. 136; voir aussi: J. Wnuk et H. Radomska-Strzemecka, *Dzieci polskie oskarżają, 1939 - 1945* (Les enfants polonais accusent, 1939 - 1945). Warszawa 1961.

[36] AGKBZH, le Procès de J. Sporrenberg, T. 2, p. 265; dans les Annexes de l'étude de Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia...*, on a publié la déposition de Joseph Scharenberg, qui avait participé au massacre de la population de ce village.

masse, la destruction et le recèlement des biens, l'aide mutuelle, la formation des troupes de partisans et la lutte de défense autant que de revanche (on commença à brûler les villages colonisés par les Allemands) [37]. L'action provoqua aussi de vives répercussions dans tout le pays. Le long des chemins de déportation la population polonaise s'empressa d'aider les persécutés: on facilitait les fuites, on rachetait les enfants des mains des Allemands, on leur fournissait les aliments et l'aide médicale. Cette situation inquiéta sérieusement les autorités. Malgré cela, le 15 janvier 1943 on procéda à la phase suivante des expulsions, dénommée „Ukraineraktion". Elle embrassa surtout l'arrondissement de Hrubieszów, d'où on expulsa 14 739 Polonais habitant 63 villages. Au cours de l'action on retint 5578 personnes à peine, c.-à-d. 38% du total [38]. Dans les villages évacués on établit 1756 familles (7072 personnes) ukrainiennes. Les villages colonisés par les Ukrainiens devaient, selon les conceptions allemandes, créer une zone de protection autour du terrain colonisé par les Allemands. Les Allemands s'efforçaient consciemment de provoquer et renforcer l'antagonisme entre les Polonais et les Ukrainiens. („La police — constata à la session du gouvernement du GG le 29 mai 1943 le commandant de la Sicherheitspolizei Müller — s'est mêlée à dessein dans la lutte entre les Ukrainiens et les Polonais, causée par les antagonismes nationaux") [39]. Ces deux phases des expulsions duraient jusqu'en mars 1943. Elles frappèrent en somme 116 villages, dans lesquels on avait déjà établi 8 - 12 mille Allemands. En mars 1943 l'action fut interrompue. Cette décision était déterminée par les insuccès autant sur le front militaire (la défaite de Stalingrad) qu'intérieur. Surtout ceux-ci provoquèrent de vives controverses au sein des autorités nazies. Ils activisèrent d'une manière décisive les adversaires de l'action.

À la session du gouvernement le 25 janvier 1943 Frank et Zörner attaquèrent vivement Krüger, demandant ouvertement de remettre l'action „jusqu'à la fin de la guerre". Ils exprimèrent aussi leur désapprobation du fait qu'elle avait été menée sans consultation avec les autorités du GG. Ils firent remarquer ses effets désastreux pour l'économie du pays. Krüger de sa part convoqua à Lublin une session consacrée à ce

[37] Les événements ayant lieu dans la région de Zamość avaient causé la modification par le gouvernement polonais de Londres de la stratégie de la lutte contre les autorités hitlériennes d'occupation menée par les organisation dirigées par ce gouvernement. Voir: I. Caban et Z. Mańkowski, *Związek Walki Zbrojnej i Armia Krajowa w okręgu lubelskim 1939 - 1944* (La Confédération de la Lutte Armée et l'Armée du Pays dans le district de Lublin 1939 - 1944). Partie Ie, Esquisse monographique. Lublin 1972, p. 135 - 45.

[38] Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia* ..., p. 140 - 41.

[39] AGKBZH, Dziennik H. Franka, T. 26, c. 411. Comparez: Okupacja i ruch oporu ..., T. II. p. 114.

problème, le 2 février 1943. À cette session participa Meyer-Hetling. On y élaborait de nouvelles méthodes d'expulsion, plus efficaces en pratique. Le 22 février Frank convoqua de nouveau une conférence des gouverneurs du district. Pendant la discussion le secrétaire d'Etat Bühler fit remarquer que l'action avait provoqué sur tout le terrain „une désorganisation grandissante". Le chef du Bureau du GG Engler rapporta qu'en conséquence des expulsions „il faut compter avec une diminution de la production agricole de ca. 100 000 t", et Frank ordonna d'en informer Himmler par une lettre. On remarqua aussi la dépression générale chez les paysans polonais, leur résistance de plus en plus forte etc. Naumann — chose intéressante — déclara aussi que „30 000 ha du meilleur sol labourable resteront sans culture", si on ne fournit pas aux colons les grains de semence 3000 t pour 8000 colons). En outre, on souligna qu'à cause de la concentration des forces policières dans la région de Zamość les autres terrains du district restaient sans protection, ce qui renforça violemment les actions terroristes et le sabotage [40].

Le 24 février 1943, à l'ordre de Frank, le chef du district de Lublin Zörner prépara un grand aide-mémoire („Auswirkungen der Umsiedlung im Kreise Zamość") sur l'action. Il y accusa sévèrement ses organisateurs, et passa en revue de façon détaillée les effets négatifs qu'elle avait apportés. Il rapporta, entre autres, que la „majorité" des Polonais retenus fut dirigée au camp de concentration d'Oświęcim, et une „minorité" seulement aux travaux dans le Reich; que la population s'enfuyait en masse avec le bétail (on n'a retenu que 25 000 personnes, tandis qu'un nombre deux fois plus grand errait dans la forêt et dans les villages voisins, et des dizaines de milliers étaient prêts à s'enfuir). Dans l'arrondissement de Hrubieszów les paysans menacés de l'expulsion ont tué tout le cheptel (le nombre de cochons s'est diminué de 60%, celui de volaille — de 90%). Les paysans refusent de fournir le lait et le bois; même dans les arrondissements éloignés du terrain de l'action ils déplacent à tout hasard leur bétail (p.ex. de Puławy à Radzyń); le nombre et l'activité des bandes qui attaquent les villages colonisés par les Allemands (p.ex. Cieszyn, où plus de 50 colons ont été tués ou blessés) vont grandissant. Par la suite de ce rapport Zörner, le 22 avril, fut démissionné [41].

En même temps on recevait des rapports du district de Varsovie, où

---

[40] Le compte-rendu d'une session de travail du gouvernement du GG. AGKBZH Dziennik H. Franka, Procès-verbal, T. 33, c. 47 - 105. Pendant cette session H. Frank s'opposait de façon décidée à ce que l'on fournît du blé de semence aux colons allemands et avait interdit qu'on prélevât du blé de semence et d'autres semences des autres districts et qu'on en fournît le district de Lublin. Voir aussi: Okupacja i ruch oporu..., T. II, p. 7 - 58.

[41] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., T. 9, c. 236 - 64.

quelques milliers d'expulsés de la région de Zamość (surtout vieillards et enfants) avaient été dirigés. Les autorités, sur un ton d'alarme, rapportaient que ces personnes étaient arrivées complètement épuisées physiquement, beaucoup sont mortes pendant le transport ou quelques jours après. Plusieurs expulsés se sont enfuis, revenant dans la région de Zamość [42]. La population locale était bouleversée jusqu'aux limites de la patience, les funérailles avaient le caractère de démonstration, on organisait des quêtes et on accueillait les enfants malades.

Contre les déplacements des Ukrainiens protestait de sa part le Président du Comité Central Ukrainien dans le GG, Kubijowicz.

Frank rappela tout cela et déclara: „Dans le district de Lublin nous commettons des folies" [43]. L'affaire fut rapportée à Goebbels, qui — en conclusion des défaites militaires du Reich — favorisait à cette époque une politique plus élastique envers les nations subjuguées. En mai 1943 il nota dans son journal privé des phrases caractéristiques: „Zörner a quitté le poste du gouverneur de Lublin. Il m'a fait la visite en présentant les causes de sa résignation. En général, il avait extrait du district de Lublin une quantité extraordinaire de produits alimentaires. Cela s'explique par le fait que, parmi les districts du GG, celui de Lublin est le plus fertile. Soudainement, on lui a imposé l'action de déplacements, qui causa une crise psychologique considérable. Au début on devait expulser 50 000 Polonais. Notre police n'en a retenu que 25 000, tandis que 25 000 se sont enfuis chez les partisans. On peut imaginer les conséquences que ce fait a pour tout le terrain. À l'heure actuelle Zörner devait entreprendre une nouvelle évacuation, de ca. 190 000 Polonais. Il s'y est opposé, et à mon avis il avait raison. Maintenant son district est dirigé de Varsovie par le gouverneur Fischer... On peut s'arracher les cheveux en voyant une telle déraison politique... On aurait envie de battre ceux qui en sont responsables" [44].

Cédant aux pressions, Himmler suspendit, il est vrai, l'action, mais il ne voulait pas capituler. En proche collaboration avec lui Globocnik élaborait de nouvelles prémisses tactiques de l'expulsion. L'essentiel fut de la poursuivre, mais en la dissimulant sous la dénomination d'„assurance de la sûreté dans la région des bandes". Elle devait s'accompagner

---

[42] Voir Annexes No 10 et 11 de l'Etude de Z. Klukowski, op. cit., p. 76 - 80. Fischer, alors Gouverneur du District de Varsovie, avait, lors de la session du gouvernement du GG du 25.I.1943, déclaré ouvertement que la déportation d'enfants de cette région avait provoqué de „graves perturbations" dans son district. AGKBZH, Dziennik H. Franka, procès-verbal, T. 33, c. 65.

[43] „Und wir machen im Distrikt Lublin diesen Wahnsinn". Cit. d'après Cz. Madajczyk, *Generalna Gubernia*..., p. 147.

[44] Goebbels Tagebücher, Zürich 1948, p. 24.

de la pacification, avec l'accent mis sur ce dernier mot. (À la session de Lublin Globocnik disait même que le but de l'action était le „dégagement" des villages des bandits, et non l'évacuation). Globocnik prévoyait de grandes actions de pacification (Großaktion) dans toute la région de Zamość, pendant lesquelles on devait prendre une revanche sanglante sur la population. Il les désigna du nom „Wehrwolf". Son but final était cependant l'expulsion complète des Polonais le long de la ligne Biłgoraj-Tarnogród-Bełżec-Tomaszów-Zamość, donc dans la zone autour du nouveau terrain de la colonisation allemande. On devait aussi continuer le déplacement des Ukrainiens, qui dans l'avenir devaient protéger la région allemande contre les „bandes" groupées dans les forêts de Biłgoraj.

Tel était l'aplomb de Globocnik qu'en dépit de l'opposition et des effets négatifs que l'action avait donnés jusqu'alors, il proposa d'étendre la colonisation aussi sur les arrondissements voisins: celui de Lublin (pour 10 000 Allemands) et celui de Krasnystaw (pour 19 000 Allemands) [45].

Le 3 juin 1943 Globocnik donna les ordres concernant „la lutte contre les bandes" dans la région de Zamość. Le caractère de cette action peut être le mieux illustré par le fait qu'à la veille de sa proclamation des troupes nazies encerclèrent le village de Sochy, en employant des avions, et ensuite, à la lumière de l'incendie, tuèrent cruellement 183 personnes (dont 103 femmes et enfants). Le même jour on employa des bombardiers contre deux autres villages de la région de Zamość.

Les préparations duraient tout le mois de juin. On concentra près de Zamość des troupes supplémentaires de la police et de l'armée (entre autres 6 bataillons motorisés venus de la France, 2 bataillons motorisés des SS, des unités de la division SS-Galizien, des troupes de la Schupo et autres, au total ca. 30 000 soldats).

Le 27 juin eut lieu la première grande attaque. À partir de ce jour jusqu'au 15 août 1943 l'action embrassa 171 villages habités au total par 60 000 paysans. Au mois de juin on pacifia et évacua 26 villages, au mois de juillet — 136, au mois d'août — un. Zörner prétendait plus tard que le terrain avait été beaucoup plus grand, et habité par 190 000 Polonais.

La terreur qu'on y appliqua fut extraordinairement sanglante et cruelle. Presque dans chaque village avaient lieu des exécutions, on tuait les victimes dans les camps de transition, on les jetait dans leurs maisons brûlantes, on les déportait dans les camps de concentration et d'extermination, on les torturait dans les prisons, sans épargner les fem-

[45] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., T. 9, c. 188 - 89; comparez: S. Piotrowski, *Misja Globocnika* (La Mission de Globocnik). Warszawa 1954.

mes et les enfants. Sur tout le terrain jusqu'en août 1943 on retint 36 389 personnes, dont 264 furent destinées à la germanisation, 3207 aux travaux dans le GG, 6000 reconnues incapables de travail et évacuées, 26 007 dirigées aux travaux dans le Reich et aux camps de concentration. D'après les évaluations d'alors, 16 000 de ce dernier groupe se trouvèrent à Majdanek. Le régime auquel on les soumit fut cruel. Une partie fut dirigée directement, avec les enfants, „au gaz", les autres restaient des jours entiers sans aliments et sans boisson. Une nouvelle tragédie frappa les enfants. On pratiqua de nouveau le principe de les séparer de leurs parents et de les déporter dans le Reich. D'après les listes de transport conservées, vers la moitié du 1943 au moins 4454 subirent ce sort [46].

Les premiers jours de l'action „Wehrwolf" stimulèrent chez Himmler l'orgueil et l'optimisme. Le 2 juillet dans une lettre à Frank il demandait de nouveau, et d'une façon décidée, la continuation des déplacements. „Notre but — écrivait-il — doit être la colonisation des régions d'est du GG, avant tout par la population allemande. Il s'agit ici du district de Lublin et des anciens villages allemands du district de Galicie..." Il revint aussi à l'ancien plan de la germanisation de Zamość et de Lublin. Il avança la proposition (surprenante par sa naïveté) d'engager les paysans polonais dans l'action de colonisation. „Grâce à l'action «Wehrwolf» une grande partie de fermes situées au sud des forêts de Biłgoraj a été dégagée de la population. Dans quelques semaines on y dirigera — en vue de colonisation — des paysans et petits propriétaires de l'arrondissement de Zamość. En même temps la quantité de terre qu'ils possédaient auparavant sera augmentée (p.ex. de 3 - 4 ha à 6). Le déplacement se fera d'une façon amicale, en partie même sous la forme de récompense pour un bon comportement. Grâce à cela, la haine inévitable

---

[46] Voir, entre autres: *Hitlerowski terror na wsi polskiej 1939 - 1945. Zestawienie większych akcji represyjnych* (La terreur hitlérienne dans les villages polonais 1939 - 1945. Présentation des actions de répression plus grandes). Elaboré par Cz. Madajczyk et S. Lewandowska, Warszawa 1965; J. Markiewicz, *Odpowiedzialność zbiorowa ludności polskiej powiatu biłgorajskiego podczas okupacji hitlerowskiej* (La Responsabilité collective de la population polonaise dans le district de Biłgoraj pendant l'occupation allemande) en: *Najnowsze Dzieje Polski.* Materiały i studia z okresu II wojny światowej, T. I, 1957, p. 55 - 95; M. Zwrotniak, *Zbrodnie niemieckie w Zamojszczyźnie od początku września 1939 do końca lipca 1944* (Les crimes commis par les Allemands dans le district de Zamość depuis le début du mois de septembre 1939 jusqu'à la fin du mois juillet 1944). Zamość 1944; Wydawnictwo materiałów do dziejów Zamojszczyzny w latach wojny 1939 - 1944 pod red. Z. Klukowskiego (Publication de matériaux et documents pour l'histoire du district de Zamość durant les années 1939 - 1944 sous la rédaction de Z. Klukowski). T. I - V, Zamość 1945 - 1958.

des expulsés ou de leurs voisins se dirigera contre leurs successeurs polonais ou ukrainiens, et non contre les Allemands. Il faut veiller à ce que les Polonais et les Ukrainiens soient mêlés dans les villages à un nombre égal, afin que notre pouvoir sur ce terrain soit plus facile à exécuter" [47].

L'action „Wehrwolf", en dépit des prémisses de ses organisateurs, provoqua de nouveau une désorganisation complète, la résistance, les fuites en masse, et avant tout le sabotage économique. En outre, la situation sur le front est s'est empirée davantage (la bataille de Kursk), et de l'autre côté du Bug la lutte des partisans se développa d'une façon jusqu'alors inconnue (le coup de main de la division de Kowpak dans le bassin pétrolier). Tout cela provoqua une nouvelle — et ferme — intervention de Frank. Le 2 août 1943 il eut une conversation avec le représentant de Himmler, commandant en chef pour la lutte contre les „bandes" sur le terrain de l'Europe, le général von dem Bach. „M.le gouverneur général — notait-on dans le compte-rendu de cette entrevue — exprime sa profonde déception des résultats de l'action de prévention. Il fait remarquer que la situation causée par les déplacements dans le district de Lublin égale la catastrophe, et que la continuation des méthodes actuelles est absolument inadmissible. Il exige que cet état de choses soit sur-le-champ changé. SS-Obergruppenführer von dem Bach partage l'avis de M. le gouverneur général, que toute l'action de prévention aboutit à un échec, et promet d'appliquer les moyens les plus énérgiques pour y remédier" [48].

Dans cette situation Himmler fut contraint de suspendre l'action de déplacements dans la région de Zamość. Il dut accepter aussi le fait de la démission d'Odilo Globocnik, qu'on décida de transférer dans un autre terrain (en Yougoslavie).

La suspension de l'action „Wehrwolf" ne mit pas fin aux persécutions. Les pacifications cruelles, la terreur, les crimes duraient toujours. Selon certaines évaluations, sur ce terrain on pacifia pendant l'occupation 148 villages au moins, et il y eut 184 exécutions considérables, dans lesquelles plus de 3000 personnes périrent.

La plus grande pacification eut lieu en mai et en juin 1944. Elle est connue sous le nom „Sturmwind". A cette opération prirent part les divisions 134 et 174 de la Wehrmacht, le 4-e régiment de la police des SS, des unités de l'Ostlegion (au total 30 000 soldats). On brûla complètement plusieurs villages, on tua ou déporta des milliers de personnes. Dans les

---

[47] AGKBZH, Actes du procès de Bühler..., B-11, p. 79 - 82; comparez: Okupacja i ruch oporu..., T. II, p. 359 - 60.

[48] AGKBZH, Dziennik H. Franka..., diariusz, T. 28, c. 778 - 80.

forêts de Janów et Biłgoraj (Puszcza Solska), terrain d'opération des partisans polonais, et soviétiques, eut lieu la plus grande bataille partisane sur la terre polonaise du temps de la II-e guerre mondiale [49].

Après la suspension de l'action de déplacements les Nazis se concentrèrent sur la préservation de l'état de choses existant et sur la protection des colons établis. Ces colons (plus de 10 000 personnes) formaient une communauté très diversifiée, du point de vue de nationalité autant que de profession. On ne peut pas nier qu'un grand nombre fut tout simplement victime de la mystification nazie. Arrachés de leurs domiciles, où ils habitaient depuis des générations, et n'ayant qu'une faible conscience de leur liaison avec le Reich, ces gens furent déplacés presque de force sur la terre polonaise. Au début il séjournaient dans les camps de transition, sans une perspective nette de l'avenir. Les conditions dans lesquelles ils se trouvèrent dans la région de Zamość étaient tout simplement tragiques, la population locale — ce qui est naturel — les accueillait avec hostilité. Le mouvement de la résistance leur livra la lutte sans merci. Plusieurs ne se connaissaient pas suffisamment à l'agriculture, d'autres ne voulaient pas s'en occuper, se bornant au pillage et à l'exploitation du travail forcé des Polonais. Les autorités polonaises en conspiration déclaraient d'ailleurs que dans leur masse ils étaient „pauvres, primitifs et peu cultivés". Quelques-uns démontraient une arrogance inouïe, maltraitaient leurs domestiques polonais et envoyaient des dénonciations à la police.

Les autorités allemandes s'efforçaient de les organiser à la manière militaire (comme les SS). Chaque village avait pour chef un Hauptdorfführer (un SS-man digne de confiance) et un poste d'une dizaine de personnes, veillant jour et nuit sur la sûreté des habitants. Tous les colons étaient armés, et soumis à l'instruction militaire et politique. Dans chaque village on essayait d'organiser des écoles allemandes, l'organisation Hitlerjugend, on publiait aussi un mensuel, „Kolonistenbriefe". L'alimentation devait être assurée par une entreprise spéciale à Zamość (Siedlerwirtschaft Gemeinschaft — SWG). En sa disposition se trouvaient, entre autres, le mobilier et les installations des Juifs exterminés.

La vie des colons n'était pourtant pas facile. Ils étaient profondément déçus de ce qu'on leur avait donné („au lieu des maisons en brique — des masures en bois"), souffraient sans cesse les attaques des partisans polonais, s'inquiétaient de la situation sur le front est. Un certain nombre malgré les protestations, fut incorporé dans la Wehrmacht, d'autres (p.ex. les Luxembourgeois) étaient considérés par la police d'un oeil méfiant.

---

[49] W. Tuszyński, *Lasy Janowskie i Puszcza Solska* (Les forêts de Janów et de Solec). Warszawa 1970.

Leur séjour dans la région de Zamość ne fut pas long. Au début du 1944, comme le front approchait de la ligne du Bug, on les évacua dans l'intérieur du GG, et puis dans le Reich. Ils laissèrent derrière eux — littéralement — des ruines et des cendres [50].

*
* *

L'action d'expulsions dans la région de Zamość est un des plus grands crimes commis par l'occupant sur la terre polonaise aux années de la IIe guerre mondiale. Elle frappa plus de 300 villages habités par plus de 100 000 paysans polonais, dont 30 000 enfants. Des dizaines de milliers de paysans furent emprisonnés dans les camps de concentration, d'autres déportés dans le Reich pour les travaux forcés. Au cours de l'action quelques milliers d'enfants périrent, le même nombre fut déporté et germanisé. La trait essentiel de cette action fut ce qu'elle ne se bornait pas à l'expropriation et au déplacement mais s'accompagnait de l'extermination en masse. La région de Zamość devint un polygone d'essai pour élaborer les modèles de la „colonisation allemande à l'Est". C'était un essai de la politique de „Drang nach Osten", et dans un certain sens — le début de la réalisation du „Generalplan Ost". c.-à-d. du plan de l'extermination des Slaves.

---

[50] *Zamojszczyzna w okresie okupacji hitlerowskiej — Relacje wysiedlonych i partyzantów* (Le District de Zamość durant l'occupation hitlérienne — Rapports de personnes exilées et de partisans). Publié par les soins de A. Glińska. Warszawa 1968.